

Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte

Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris

(Institut historique allemand)

Band 26/3 (1999)

DOI: 10.11588/fr.1999.3.47879

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Wolf-Arno KROPAT, »Reichskristallnacht«. Der Judenpogrom vom 7. bis 10. November 1938. Urheber, Täter, Hintergründe. Mit ausgewählten Dokumenten, Wiesbaden 1997, VI-278 p. (Schriften der Kommission für die Geschichte der Juden in Hessen, 15).

Publié sous l'égide de la Commission d'histoire des juifs de Hesse où W. Kropat fut directeur des Archives d'Etat de 1976 à 1995, cette étude du pogrom que les Berlinoises qualifièrent par dérision de »Nuit de Cristal« (et non Reichskristallnacht comme on l'appelle généralement en RFA) entend réfuter un certain nombre de légendes. En sept chapitres sont abordés successivement les persécutions juives depuis 1933, la situation à partir de l'Anschluß jusqu'à l'expulsion des juifs polonais, l'attentat de Grynszpan contre le secrétaire d'ambassade vom Rath à Paris, les pogroms entre le 7 et 9 novembre en Hesse du Nord et à Magdebourg, l'extension à l'ensemble du Reich, les acteurs et les spectateurs ainsi que les conséquences du pogrom. Comme le rappelle l'auteur, Wolfgang Benz a pu écrire en 1994 que le pogrom »fait partie des événements les mieux documentés de l'histoire du temps présent«. En réalité, ce constat ne vaut que pour les deux dernières décennies. Car auparavant, ce crime commis, contrairement au génocide des juifs, au vu et au su de l'ensemble de la population était plutôt passé sous silence. Seuls trois ouvrages, celui de Hermann Graml, diffusé en 1953 par la Bundeszentrale für Heimatdienst, un second en anglais de Lionel Kochan et le nôtre, en français en 1972, publié deux ans plus tard en anglais, mais qui ne trouva un éditeur allemand qu'en 1987, parurent avant la 40^e commémoration officielle de l'événement en RFA. En dépit de ce réveil, les lacunes des archives, les témoignages contradictoires, la stratégie de disculpation permirent d'accréditer largement la thèse de Goebbels seul instigateur d'un pogrom laissé pour l'essentiel à l'improvisation de chefs nazis régionaux et locaux. Thèse que nous fûmes longtemps une minorité à réfuter mais qui perd du terrain dans l'historiographie actuelle en RFA. Or W. Kropat, et c'est l'intérêt de son étude, va plus loin encore que Dieter Obst qui, sur la base des procès intentés après-guerre, infirmait déjà la thèse de l'improvisation en 1991. A partir de nouveaux documents ou de témoignages non pris en compte jusqu'alors, W. Kropat démontre, en effet, qu'Hitler, Goering, Himmler et Heydrich étaient associés au projet visant à accélérer par la terreur l'émigration des juifs du Reich. Que le silence du chancelier et des trois autres dirigeants pour faire de Goebbels le »bouc émissaire« du pogrom résulte de leur constat de ses effets économiques et politiques négatifs.

On sait aujourd'hui que les étapes de la persécution visant à partir de 1933 à inciter les juifs à émigrer tenaient compte de la conjoncture intérieure et internationale. Cette politique n'ayant pas produit l'exode escompté, une politique plus radicale, préconisée dès 1934 par Heydrich, ne fut sérieusement envisagée qu'après la fin des Jeux Olympiques de 1936. La remilitarisation allemande et l'importance des Jeux pour le prestige du Reich avaient d'ailleurs incité Hitler à interdire toute action de représailles après l'attentat de David Frankfurter à Davos, en février 1936, contre un dirigeant nazi. Attentat pourtant beaucoup plus grave que celui d'un obscur diplomate. En ce sens, celui-ci ne constitue que le prétexte à la radicalisation déjà envisagée lors d'une réunion d'experts le 9 septembre 1936 dont les extraits figurent parmi les 26 documents en annexe. De plus, un mémoire d'Hitler d'août 1936 et celui des services de Sécurité (SD) de janvier 1937 soulignent que la militarisation de l'économie et la préparation à la guerre exigent désormais l'éviction des juifs de l'économie, que leurs biens par contre devront contribuer à son financement. L'accroissement à la même époque des pouvoirs d'Himmler et de Heydrich liant la police à la SS permettent de faire prévaloir une politique de force visant à priver les juifs de leur base existentielle pour hâter leur émigration. La diminution d'un tiers de la population juive par départ ou décès entre 1933 et 1938 paraissait d'autant plus insuffisante aux maîtres du Reich qu'aux 360 000 restants s'ajoutaient depuis l'Anschluß les 195 000 d'Autriche concentrés à 90% dans la capitale qui allait devenir le terrain d'expérimentation d'une radicalisation sans précédent. Dans ce contexte, Goering, nommé délégué au Plan de quatre ans, devient le coordinateur de la

spoliation des biens juifs tandis que Heydrich commence à organiser l'émigration forcée allant jusqu'à envoyer en camp de concentration des juifs libérables moyennant leur émigration sans délai. Sans atteindre la violence de l'Autriche, ces mesures s'étendent déjà partiellement à l'Allemagne. La destruction, entre juin et septembre 1938 des trois grandes synagogues de Munich, Dortmund, Nuremberg puis celle de Kaiserslautern ainsi que dans de petites localités de Franconie où sévit le sinistre Gauleiter Streicher, des rafles de juifs à Berlin, la multiplication des agressions antijuives sont destinées à faire comprendre qu'une présence juive est désormais indésirable dans le Reich. Une nouvelle escalade intervient en octobre 1938 avec l'expulsion-déportation d'environ 18 000 juifs polonais des deux sexes. A noter cependant, et le précédent aurait pu servir d'exemple, que la menace polonaise d'expulser autant d'Allemands de Pologne suffit à arrêter la poursuite de l'opération. L'attentat de Grynszpan le 7 novembre donne déjà lieu à des premiers pogroms dans vingt-quatre localités de Hesse et à Marbourg. Actions dues aux directions régionales de la Propagande, de chefs SA, des services de la Gestapo et de la Sécurité qui firent l'objet de rapports à Heydrich qui les transmet sans commentaire à Daluge, chef de la police d'ordre (ORPO). Ce qui tend à prouver pour le moins qu'il n'y faisait aucune objection.

Il ne fait certes aucun doute que le discours de Goebbels au soir du 9 novembre donne le signal à l'extension du pogrom à l'ensemble du Reich. Mais Kropat signale des documents prouvant que la nouvelle de la mort de vom Rath était déjà connue des principaux dirigeants avant cette réunion. Que Goebbels se réfère par ailleurs à l'assentiment d'Hitler, mais aussi à l'entente préalable avec Himmler, confirmée par Heydrich qui aurait d'ailleurs pris la parole après le discours de Goebbels. Des cas précis, mentionnés par Kropat, infirment la thèse d'une non-participation de la SS au pogrom. K. infirme aussi la thèse d'une crise au sommet après le pogrom. L'entrevue dramatique du 10 novembre à Berlin entre Hitler, Goebbels et Goering, relatée par ce dernier au Tribunal de Nuremberg, n'est qu'une affabulation puisqu'il est prouvé que Hitler et Goebbels se trouvaient encore à cette date à Munich. De plus, s'il y avait eu crise pourquoi Goebbels aurait-il participé à la réunion organisée le 12 novembre par Goering avec Heydrich et d'autres hauts responsables pour décider de la suite des mesures antijuives et noté avec satisfaction dans son Journal le triomphe de sa ligne radicale et son excellente coopération avec Goering? Quant au rôle désormais pilote de ce dernier et de Heydrich dans la centralisation et la coordination de la »question juive«, il ne résulte pas, comme l'affirment certains historiens, d'une »disgrâce« de Goebbels mais était déjà intervenu lors de l'Anschluß, soit sept mois auparavant.

S'il est désormais avéré que la SA, la SS et les Jeunesses hitlériennes furent les principaux acteurs du pogrom, les avis divergent encore quant aux réactions de la population. »Désapprobation silencieuse« et »choc« selon les uns, irritation devant le chaos et le gâchis économique selon d'autres, Kropat penche pour une désapprobation massive, mais difficile à exprimer, sous peine de dénonciation après cinq ans de dictature et une mise au pas complète des médias. S'il reconnaît que les Eglises ont gardé le silence, il souligne par contre le trouble de la minorité catholique moins impliquée dans le système (mais pas en Autriche) que les protestants du nord, et l'aide apportée aux persécutés dont je n'avais, pour ma part, guère trouvé de traces. En l'absence de sondages fiables, les rapports nazis, les témoignages et les procès d'après-guerre sont trop contradictoires pour obtenir une image précise des réactions à un pogrom dont l'ouvrage a le mérite de montrer clairement qu'il n'était nullement improvisé. Tout en se refusant à y voir une »étape préalable de la Solution finale«, l'auteur admet qu'il s'insère dans les conceptions d'Hitler prophétisant dès cette époque une extermination des juifs dans le cas où l'Allemagne serait confrontée à un conflit international.

Un seul regret dans cet ouvrage par ailleurs de qualité: l'absence d'un index des personnes citées à côté de l'index des lieux cités. Ce qui semble devenir une habitude dans certains ouvrages allemands.

Rita THALMANN, Paris